

JAGGERNAUT

Crise et critique de la société capitaliste-patriarcale



Crise & Critique

Jaggernaut

Crise et critique de la société capitaliste-patriarcale

Comité de rédaction : Benoît Bohy-Bunel, Gérard Briche, Rémi Coutenso, Nina Delcroix, Emmanuel Fave, Heike Heinzmann, Clément Homs, Anselm Jappe, Michel Lory, William Loveluck, Brice Pellerei, Johannes Vogele.

Correspondants à l'étranger : Sandrine Aumercier (All.), Jérôme Baschet (Mex.), Marcos Barreira (Br.), Daniel Cunha (Br.), Riccardo Frola (It.), Alastair Hemmens (G.-B.), João Gaspar (Port.), Emilio Guzman (Chili), Bruno Lamas (Port.), Ernst Lohoff (All.), Frederico Lyra (Br.), Nuno Machado (Port.), Jordi Maiso (Esp.), Robson de Oliveira (Br.), Fabio Texeira Pitta (Br./All.), Pedro Resende (Br.), Giancarlo Rossi (It.), Ernst Schmitter (Suisse), Roswitha Scholz (All.), Norbert Trenkle (All.), Gabriel Ferreira Zacarias (Br.).

www.jaggernaut-revue.fr

Éditions Crise & Critique
BP n° 90054
81027 Albi cedex 9
criseetcritique@gmail.com
www.editions-crise-et-critique.fr

Dépôt légal : Juin-juillet 2020
ISBN : 978-2-490831-04-3
ISSN : 2534-6377

Crise & Critique, 2020

Diffusion-distribution :
Hobo-diffusion & Makassar

Impression Corlet (France)
N° 165919

Table des matières

Éditorial	
Crises, champagne et bain de sang <i>Collectif Jaggernaut</i>	5
CRISES, CHAMPAGNE ET BAIN DE SANG – DOSSIER	
Valeur-dissociation, sexe et crise du capitalisme <i>Interview de Roswitha Scholz par Clara Navarro Ruiz</i>	41
La « première version » de la théorie de la crise chez Marx <i>Nuno Miguel Cardoso Machado</i>	75
Une contradiction entre matière et forme. Du rôle de la production de survalueur relative dans la dynamique de la crise finale <i>Claus Peter Ortlieb</i>	119
La nature dans la « contradiction en procès ». Une contribution au débat sur la théorie de la crise <i>Daniel Cunha</i>	167
VARIA	
La rupture ontologique. Pour une autre histoire mondiale <i>Robert Kurz</i>	197
La décision fasciste et le mythe de la régression : le Brésil à la lumière du monde et vice-versa <i>Felipe Catalani</i>	215
Jean-Marie Vincent, précurseur de la critique de la valeur ? <i>Anselm Jappe</i>	233
CONTRE LORDON	
Anticapitalisme tronqué et spinozisme dans l'œuvre de Frédéric Lordon <i>Benoît Bohy-Bunel</i>	257

Éditorial

Crises, champagne et bain de sang

COLLECTIF JAGGERNAUT

« Non pas que la stricte objectivité de la crise doive impliquer quelque chose comme un automatisme objectif de l'émancipation sociale. La crise déclenche l'obsolescence du capitalisme, mais sans instaurer d'autre ordre social. Cela, les individus doivent l'accomplir eux-mêmes.

La crise ne suggère pas une quelconque attente tranquille du salut, mais au contraire une critique bien plus fondamentale et une contestation, qui ne puisse pas plus se réclamer du travail que des droits de l'homme. Plus la crise, en tant que barrière absolue intrinsèque du capital, approche, plus la critique du capitalisme devient une question catégorielle et cesse d'être, une simple question de classe. Elle devient une question qui se pose inéluctablement, quel que soit le point de vue social où l'on se place »

Robert Kurz, *Lire Marx*

À l'ère du capital fictif, le capitalisme s'est sans aucun doute imposé à un rythme effréné sur toute la planète, détruisant ou marginalisant presque complètement tous les autres modes de production et de vie. Ces dernières décennies il a transformé la grande majorité de la population mondiale en vendeurs de force de travail, la polarisation sociale entre riches et pauvres a pris des proportions démesurées alors que les conditions de travail et de vie dans le monde sont devenues de plus en plus insupportables. La crise de 2008 a été suivie par près de dix ans d'une croissance mondiale atone qui a fait craindre aux acteurs économiques une « stagnation séculaire ». Le « grand rallye » des matières premières qui avait fait la croissance des pays « émergents » dans les années 2000, grâce au

gonflement d'une bulle financière liée à ces produits, prenait fin en 2015 avec l'éclatement de cette dernière. Ensuite durant l'été 2017, on a assisté à un bref rebond de la croissance mondiale qui semblait démentir ces inquiétudes. Tout semblait revenir à la normale. *The show must go on*. Toutefois, il n'en est rien. La forme de vie capitaliste-patriarcale n'a toujours pas gagné son éternité sur terre, et la « Fin de l'histoire » est finalement partout, trente ans après la chute du Mur de Berlin, celle d'une planète définitivement malade du capitalisme.

Depuis le XIX^e siècle, la modernité capitaliste-patriarcale aura pourtant inlassablement insisté sur l'inexorable rationalisation de sa société et la célébration de ses victoires contre toutes les menaces extérieures qui auraient pu mettre en danger la formidable société marchande naissante. Cependant, avec la montée en surface ces dernières décennies des limites interne (celle des potentialités de valorisation du capital) et externe (écologique celle-là) d'un système dont le seul but est de transformer 100€ en 120€, la menace désormais n'est plus extérieure à cette société, mais est partout endogène. Loin de prendre le visage pseudo-rassurant d'une « société du risque » (Ulrich Beck) maîtrisable, la société capitaliste globale se montre toujours plus une *société autophage*, qui scie inexorablement la branche sur laquelle elle est assise, en dévorant ses propres enfants. La société capitaliste globale est à elle-même son pire ennemi. Les menaces terrifiantes qui pèsent sur elle, désormais hors de tout contrôle, proviennent de son propre fonctionnement structurel.

Alors que la compréhension dominante de la crise de l'économie mondiale tourne autour de l'identification de causes de surface, il nous est apparu indispensable de problématiser cette crise et d'insister sur le fait qu'elle n'est pas seulement de surface, mais structurelle, pas seulement cyclique, mais finale : non dans le sens d'un écroulement instantané, mais comme fin à petit feu d'un système pluriséculaire. Ce n'est pas la prophétie d'un événement futur, mais le constat d'un processus permanent qui est devenu visible au début des années 1970 et dont les racines remontent à l'origine même du capitalisme et de son fonctionnement. Car si l'on veut penser le

caractère de structure de cette crise, la compréhension de celle-ci doit être effectuée à partir de son noyau, au niveau même du rapport social fondamental qui structure la société capitaliste-patriarcale dans son ensemble : une crise de la valeur-dissociation.

La crise du capitalisme global qui a pour soubassement la crise de la valorisation induite par la troisième révolution industrielle prend la forme d'un processus de destruction écologique et de paranoïa sociale, et sur le plan sociologique, du passage d'une société d'intégration de masse à un ordre social néolibéral de sélection et d'apartheid. Un horizon qui conduit toujours plus, dans diverses régions, à une terreur de coupes budgétaires, de fonctionnaires corrompus et de bandes sous-étatiques, à une transformation des États en administrateurs du désastre, à la montée des idéologies de crise excluantes, à un impérialisme d'exclusion¹ et à l'économie de pillage qui concernent toujours plus de pays. Par ailleurs, le patriarcat producteur de marchandises n'a cessé de se barbariser², tandis que l'environnement naturel est en train d'être détruit à un niveau effroyable. Le changement climatique ou l'extinction du vivant en sont les expressions les plus extrêmes et les plus dangereuses.

Un bref tableau du monde pris dans la forme de vie capitaliste en ce premier quart du XXI^e siècle, est celui d'une saison d'incendie démentielle l'été dernier en Amazonie comme en Afrique centrale, une Australie qui aura brûlé pendant 240 jours consécutifs, une Inde marquée par des pogroms antimusulmans qui auront fait des milliers de victimes, une guerre civile larvée dans la bande sahélienne s'alimentant de mafias, de bandes djihadistes et de conflits autour de terres touchées par la désertification, une multiplication des « États faillis »³, et une poudrière laissée en

1 Nous renvoyons pour ce thème au livre de Robert Kurz, *Impérialisme d'exclusion et état d'exception*, Paris, Divergences, 2018.

2 Voir Roswitha Scholz, *Le Sexe du capitalisme*, Albi, Éditions Crise et Critique, 2019.

3 Un État failli représente un État dans lequel rien ne fonctionne correctement, qui ne parvient pas à assurer ses missions essentielles de « capitaliste collectif idéal ». Cette faillite étatique se manifeste par une diversité de symptômes découlant de l'absence du respect de l'État de droit, d'un contrôle minimal de l'espace politique et économique, c'est-à-dire une incapacité relative à préserver l'ordre, à garantir la sécurité de la

feu au Moyen-Orient. Du centre aux périphéries et marges effondrées de la planète-capital, le capitalisme à la *Mad Max* est déjà partout sous nos yeux. Dans le même temps, l'ère néolibérale s'est ouverte sur la diminution des impôts sur les riches pour favoriser leur capacité de placement dans l'industrie financière. La classe profitante n'utilise pas son capital pour la seule consommation – contrairement aux pauvres ou aux classes moyennes – mais justement pour alimenter la production de capital fictif nécessaire à la survie du capitalisme lui-même. Le capitalisme où la multiplication de capital fictif est devenue l'industrie de base, est un capitalisme structurellement plus inégalitaire que le capitalisme fordiste des « Trente Glorieuses ». L'humanité se défait dès lors toujours plus en un océan d'une extrême pauvreté où émergent, dans chaque continent, pays et ville, les derniers îlots bunkerisés d'une richesse obscène : crises, champagne et bain de sang.

Un tour gratuit dans le chaos de la crise globale

En s'établissant à 2,4% en 2019, sa pire performance depuis la crise financière de 2008, la croissance mondiale a ainsi ralenti dans 90% des économies nationales (autant dans les économies avancées, que dans les émergentes). La crise du coronavirus ne fait qu'aggraver cette situation où l'économie mondiale est déjà en état de dépérissement sur le plan de l'accumulation réelle, car le procès fondamental de crise s'origine dans une insoluble contradiction inhérente au capitalisme.

Dans la sphère de l'économie d'entreprise, le procès de production

population, à canaliser les demandes et susciter la loyauté de celle-ci, à servir de plateforme pour la valorisation de la valeur, etc., donc à normaliser les relations sociales ancrées dans le rapport de valeur-dissociation.

- 4 Dans la section V du livre III du *Capital*, Karl Marx utilise le concept de capital fictif pour désigner la monnaie de crédit, les titres de la dette publique et les actions. On sait que les marchandises ordinaires représentent un travail objectivé passé, tandis que les titres de propriété (crédit, actions, obligations, etc.), représentent une anticipation de valeur future, du futur travail abstrait. Le capital fictif ne dispose pas de dimension sensible matérielle, et ces espérances de gains futurs n'existent qu'en connexion avec l'économie matérielle (une connexion de nature différente selon les stades du capitalisme).

capitaliste est « l'unité du procès de travail et du procès de formation de valeur »⁵. Ce ne sont ni le contenu matériel ni la satisfaction des besoins concrets, symboliques et sensibles qui importent, mais la réalisation de la fin en soi abstraite et vide de contenu de la multiplication de l'argent. Ce mouvement quantitatif abstrait est sans fin, la valorisation du capital ne connaît aucune limite. Chaque cycle de valorisation réussi comporte immédiatement l'obligation de réinvestir le capital augmenté. Cet argent est lui-même l'expression empirique d'une forme de richesse abstraite historiquement spécifique au capitalisme, la valeur. Une richesse qui fait abstraction des qualités concrètes et de l'utilité des produits fabriqués qui n'existent que comme supports matériels de représentation de cette richesse abstraite. Une richesse qui exprime une forme de rapport social où les individus pour produire et vivre se rapportent les uns aux autres en tant que personnes isolées, grâce aux activités de production prises dans un procès d'abstraction tant de leur contenu concret que de leur finalité. Ce n'est qu'en tant que réduites à leur dénominateur commun d'être du « travail abstrait », « travail en général » vidé de tout contenu, que ces activités diverses de production (d'un bien ou d'un service) représentent de la valeur au travers des marchandises produites. Le travail abstrait « produit » la valeur. L'accumulation de la richesse abstraite, c'est-à-dire de la valeur, ne représente rien d'autre que l'« engrangement » d'unités de travail abstrait dépensées dans la production de marchandises. Donc, l'important dans le capitalisme, c'est le travail. Tout tourne autour. Dans la chaudière de la croissance économique tout est là, le but n'est jamais de satisfaire des besoins ni de répondre à quelque utilité. Fondamentalement, les besoins, l'utilité et la reproduction de la vie humaine qui sont les supports transitoires de la reproduction du capital lui-même, ne reposent que sur le seul but qui vaille : brûler toujours plus de travail vivant dans ses chaudières infernales afin d'accumuler de la valeur pour redémarrer un cycle, etc.

Dans le mouvement du capital en fonction (c'est-à-dire engagé dans

5 Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, PUF, 1993, p. 209.

un cycle de production), qui est celui des diverses métamorphoses de sa substance qu'est le travail abstrait, son âme-valeur se perpétue, se déroule et s'accroît en raison de l'extorsion de surtravail non payé (l'exploitation), en traversant différentes enveloppes matérielles. Le travail abstrait quitte la forme-argent comme avance indispensable pour financer la production, devenir les éléments de la production (capital variable, capital fixe, etc.), prendre ensuite la forme éphémère de la marchandise, et reprendre enfin la forme de la marchandise générale de l'argent échangée contre des tubes de dentifrice Parodontax, des livres des éditions Hachette, des missiles de chez MBDA, des coffrets Playmobil de chez JouéClub, des montres de LIP Industrie ou des marinières et du miel «100% français» de chez Montebourg SA, c'est-à-dire les marchandises vendues. Le procès de production au sein de la Machine-Travail Planétaire se compose de trois «chaînes» : en son centre, se trouvent ses lignes de production d'usinage et d'assemblage, toujours plus automatisées, posées sur le sol des bâtiments industriels. C'est là le lieu de fabrication des biens ou services incluant tous les mécanismes utiles, organisés et coordonnés : bâtiment industriel, machines, équipements, maintenance, contrôle qualité, système intelligent d'information, «capital humain» performant en poste de travail. Ces lignes de production sont alimentées en amont en matières premières et produits semi-finis par des chaînes d'approvisionnement (ou *supply chain*) des entreprises extractives ou agricoles et des industries lourdes. On trouve là tout un réseau d'industries extractives et de traitement des matières premières brutes, d'exploitations et firmes agro-alimentaires, de fournisseurs, fournisseurs de fournisseurs et équipementiers, qui comportent également leurs propres lignes de production partielles d'usinage et d'assemblage. Tout ce secteur d'amont est un secteur d'apprêtage des éléments pour composer les «corps de la marchandise» (Marx). En aval, les dernières actions sont celles de la livraison des produits finis qu'on appelle la chaîne de distribution (logistique).

La compulsion de productivité fait partie de la dynamique immanente de l'ensemble de ce système productif, qui est toujours l'unité du procès de travail et du procès de formation de valeur. De plus, ces trois chaînes (de

production, d'approvisionnement et de distribution) ne fonctionneraient pas sans les investissements publics de l'État, qui prend en charge, en tant que « capitaliste collectif idéal », ce que les capitalistes particuliers ne peuvent pas mettre en œuvre eux-mêmes. Les États assurent ainsi certaines conditions de la compulsion de productivité du système productif avec des infrastructures toujours plus imposantes (ports, hubs de marchandises, voies de communication terrestres et fluviales, aménagement numérique des territoires, etc.).

Cependant, cette compulsion mine structurellement le procès de valorisation parce qu'elle évacue massivement de la sphère de la production la force de travail qui crée de la survaleur. Pendant un temps de multiples contre-tendances qui caractérisaient l'époque fordiste (augmentation du volume de production, conquête de nouveaux marchés, arrivée sur le marché de nouveaux produits, création d'une société de consommation de masse qui puisse « éponger » cette quantité croissante de marchandises produites, etc.) ont permis au capitalisme de surpasser temporairement cette contradiction. Cependant, avec la troisième révolution industrielle à partir de la fin des années 1960, chaque nouveau niveau supérieur de productivité sur une ligne de production ou une chaîne logistique nécessite de moins en moins de travail vivant attaché aux différents postes de travail pour une quantité croissante de richesse matérielle. L'éviction du travail vivant par les *process* innovants sur les lignes est plus forte que la réabsorption de travail vivant dans les nouveaux champs de production de marchandises (le rapport *process* innovants et marchandises innovantes s'inverse). Ainsi, le capitalisme en remplaçant toujours plus, dans tous les secteurs de l'exploitation en entreprises, le travail humain par l'automation industrielle et le reste du *package* de rationalisation de la productivité, sape ses propres bases. La quantité de force de travail exploitée de manière productive – au sens de la valorisation du capital – diminue, et la production de valeur réelle se contracte. Ce qui asphyxie le capitalisme est la diminution absolue du travail vivant impliqué dans le processus de production immédiat et la chute en conséquence de la masse de survaleur sociale.

Afin de saisir les soubresauts du monde contemporain, cette théorie de la crise, développée par le courant *wertkritik* à partir de l'article séminal de Robert Kurz paru en 1986 dans le premier numéro de la revue *Marxistische Kritik*, «La crise de la valeur d'échange. La science de la force productive, le travail productif et la reproduction capitaliste», est au centre de ce nouveau numéro de *Jaggernaut*, avec les textes de Nuno Machado, Claus Peter Ortlieb (groupe *Exit!*) et Daniel Cunha, qui en abordent différents aspects, y compris le versant de l'effondrement écologique. Pour la version kurzienne, on trouve différents développements de cette théorie de la crise dans *La Substance du capital* parue récemment aux éditions de L'Échappée notamment en ce qui concerne l'absence de théorie conséquente de la crise et de l'effondrement dans le marxisme traditionnel, ainsi que pour le commentaire de différents auteurs du marxisme minoritaire au XX^e siècle qui ont eu le mérite de tenter d'élaborer une théorie de l'effondrement mais qui est restée quelque peu tronquée : Rosa Luxemburg, Henryk Grossmann ou Paul Mattick. En 2021 paraîtra également aux éditions Crise & Critique l'ouvrage de Kurz, *L'Effondrement de la modernisation* qui développe certains aspects de la théorie de la crise. Le groupe *Krisis* actuel a présenté sa propre théorie quelque peu différente de celle de Kurz et du groupe *Exit!*, dans le livre de Ernst Lohoff et Norbert Trenkle, *La Grande dévalorisation* paru dans une traduction française en 2014 chez Post-éditions, qui développe notamment les concepts de «capitalisme inversé» et de capital fictif comme «marchandise d'ordre 2». Dans un prochain numéro, *Jaggernaut* reviendra sur les différences entre les approches de *Krisis* et d'*Exit!*⁶. Nous n'aborderons pas dans le présent numéro, la crise du coronavirus comme accélérateur et non déclencheur de la crise économique, mais nous pu-

6 Le débat se trouve dans différents textes : Knut Hüller, *Kapital als Fiktion ? Wie endloser Verteilungskampf die Profitrate senkt und ‚Finanzkrisen‘ erzeugt*, Tredition, 2015 ; Bernd Czorny (2016) : «Ernst Lohoff und der methodologische Individualismus», disponible sur : <<https://www.exit-online.org/druck.php?table=autoren&posnr=560>> ; Ernst Lohoff, «Zwei Bücher – zwei Standpunkte. Zur Diskussion um *Die große Entwertung* und *Geld ohne Wert*», disponible sur : <<https://www.krisis.org/2017/zwei-buecherzwei-standpunkte/>> ; Thomas Meyer, «Wertkritik als Mogelpackung», disponible sur : <<https://www.exit-online.org/textanz1.php?table=autoren&index=35&posnr=594&backtext1=text1.php>>.

blierons fin août, *De Virus Illustribus. Crise du coronavirus et épuisement structurel du capitalisme*, de Sandrine Aumercier, Clément Homs, Anselm Jappe et Gabriel Zacarias⁷.

Dans *La « première version » de la théorie de la crise de Marx : la chute de la masse sociale de la survaleur et la limite interne absolue du capital*, Nuno Machado montre que la théorie de la crise de Marx est généralement associée à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit présentée dans le troisième volume du *Capital*. Selon Marx, la composition organique croissante du capital – le fait que le capital variable croît en termes absolus, mais diminue relativement du fait de la croissance plus rapide du capital constant – se traduit par la baisse du taux général de profit, qui sape la reproduction du capital. Dans cet article, l’auteur soutiendra qu’à l’opposé d’une focalisation sur la baisse tendancielle du taux de profit comme phénomène n’amenant qu’à de simples restructurations cycliques du capital, telles que les marxistes traditionnels l’entendent généralement : 1) il existe une « première version » de la théorie de la crise de Marx, esquissée surtout dans les *Grundrisse*, qui attribue la crise séculaire de l’économie capitaliste au déclin absolu du travail vivant et, par conséquent, à la chute de la masse sociale de survaleur produite ; 2) seule cette « première version » de la théorie de la crise permet de comprendre de manière cohérente la limite interne absolue du capital.

Dans *Une contradiction entre matière et forme*, Claus Peter Ortlieb examine l’essai de Robert Kurz « La crise de la valeur d’échange » et la critique de Michael Heinrich à son sujet. Il s’agit en particulier de la production de survaleur relative, comme l’appelle Marx, c’est-à-dire de la survaleur que le capital peut en outre acquérir en augmentant la productivité. Pour le Marx des *Grundrisse*, la contrainte associée à la réduction permanente du temps de travail nécessaire ouvre une « contradiction en procès » capable de « faire exploser » le mode de production basé sur la

7 On peut en lire les premiers chapitres provisoires de l’ouvrage sur le site Palim Psao : <<http://www.palim-psao.fr/2020/04/parution-prochaine-de-virus-illustribus.-crise-du-coronavirus-et-epuisement-structurel-du-capitalisme-de-sandrine-aumercier-clement-h>>.

valeur. Si Heinrich n'est pas capable de reconnaître une telle contradiction dans la production de survaleur relative et cite le Marx du *Capital* contre le Marx des *Grundrisse*, Ortlieb prouve – d'une autre manière que Kurz en 1986 – que la catégorie de survaleur relative développée dans *Le Capital* porte bien cette contradiction en soi : dès un certain stade du développement capitaliste, elle est déjà nécessaire pour obtenir une masse constante et elle est d'autant plus centrale pour obtenir une survaleur croissante dans la société, et la production de matériaux augmente au moins aussi vite que la productivité. Mais cela est impossible à long terme à cause de la finitude des richesses matérielles, qui sont indispensables comme supports matériels de la valeur. C'est la raison profonde de la crise de l'exploitation capitaliste et de la crise écologique, qui ne peut être résolue dans le cadre de la production capitaliste.

Dans *La nature dans la « contradiction en procès » : contribution au débat sur la théorie de la crise*, Daniel Cunha se propose de développer la théorie de la crise élaborée par Robert Kurz et Claus P. Ortlieb, en se référant également à Moishe Postone, et plus particulièrement en ce qui concerne la crise écologique et sa relation avec la crise de la valorisation. À cette fin, en s'appuyant sur les concepts de Jason W. Moore connu pour son ouvrage *Le capitalisme dans la toile de la vie : écologie et accumulation du capital*, l'auteur cherche à montrer que la valeur du capital en circulation, dans son rôle de médiateur de la composition organique du capital, doit être prise en compte dans la théorie des crises. Ensuite, il cherche à montrer que la notion de « natures historiques » (Jason W. Moore) est plus appropriée que celle de « rupture métabolique » (John Bellamy Foster) pour une telle tâche dans le cadre général de la critique catégorielle de la valeur.

La crise fondamentale de la valorisation n'est pas un point-limite que le capitalisme viendrait bientôt toucher, elle est déjà le noyau de base de la logique concrète et quotidienne du fonctionnement du capitalisme. Le capital en procès, déploie sa logique de base au travers de sa dynamique immanente en rendant ses fondements plus fragiles. Dans les années 1970,

le boom fordiste de l'après-guerre, qui reposait encore sur la consommation massive de travail vivant exploité dans la production industrielle, s'est épuisé. Ainsi, les deux variantes de la société marchande, l'économie étatisée soviétique et l'économie de marché occidentale, sont entrées dans une phase de stagnation et de crise. Dans les États centraux capitalistes, est apparu le phénomène de «stagflation», la coexistence d'une croissance en baisse et d'une inflation en hausse, alors que la force de travail était licenciée de manière massive. Les États du «socialisme réel», à leur tour, prenaient de plus en plus de retard dans la course à la productivité et ne pouvaient plus faire face à la concurrence mondiale. Mais dans les années 1980, les deux versions du système mondial de production de marchandises ont connu des évolutions opposées. Alors que la crise s'est aggravée dans le «bloc de l'Est», les économies de marché occidentales ont subi une métamorphose qui a donné à l'accumulation de capital une nouvelle base provisoire – bien que très précaire à long terme. La révolution néolibérale a lâché la bride aux marchés financiers et les a amenés à remplacer le capital industriel comme principal support de l'accumulation mondiale de capital. Un nouveau type de capitalisme de crise est apparu, dans lequel l'accumulation de «capital fictif» (Marx), c'est-à-dire la multiplication explosive des crédits et des titres financiers de toutes sortes, est devenue le véritable moteur de l'économie.

Cette métamorphose de l'accumulation du capital ne pouvait pas, bien sûr, être réalisée dans le contexte de l'ordre étatique du «socialisme réel» et, par conséquent, son effondrement était inévitable⁸. Cependant, du point de vue idéologique du libéralisme, cet effondrement se présente comme si, dans la lutte concurrentielle entre deux systèmes complètement différents, une organisation sociale supérieure avait prévalu. Le libéralisme – comme la pensée dominante en général – ne peut pas imaginer une société développée sans qu'elle soit éclatée en producteurs privés séparés et sans que la richesse soit produite sous forme de marchandises ; il est donc fondamen-

8 Robert Kurz, *L'Effondrement de la modernisation. De l'écroulement du socialisme de caserne à la crise de l'économie mondiale* (1991), à paraître aux éditions Crise & Critique en 2021.

talement aveugle au fait que le socialisme réel (y compris sous la forme des modernisations de rattrapage dans les pays «arriérés» par rapport au noyau originel du capitalisme) et le capitalisme occidental ne représentent que deux variantes d'une même forme de socialisation historiquement spécifique. Au lieu de réaliser que le désastre des pays de l'Est prophétisait l'insoutenabilité ultime de la forme de socialisation basée sur la marchandise, l'argent et le travail abstrait, que nous avons maintenant sous nos yeux, il y voyait plutôt la preuve de la grandeur et de la rationalité de sa propre variante du capitalisme.

La «théorie de la crise» n'est pas valable seulement sur un terrain «économique» au sens étroit. L'écroulement de la société marchande ne prend pas nécessairement la forme d'un effondrement des bourses. La socialisation à travers la valeur se présente comme une dictature de la dimension économique sur les autres sphères de la vie, mais elle se manifeste également dans la catastrophe écologique, dans l'artificialisation et l'appauvrissement de la vie quotidienne, dans les dérives de la subjectivité⁹, etc. Si on les examine, on y trouve toujours en dernière analyse la domination du côté abstrait du travail dans la production. Voilà pourquoi la «critique de l'économie politique» n'est jamais une forme d'analyse à côté des autres, mais constitue la clef pour comprendre la société contemporaine dans son ensemble : certainement pas – pour le dire encore une fois – parce que «tout est économie» ou parce que l'économie constitue la «base», comme l'enseignait le «matérialisme historique», mais parce que le travail, la valeur et la dissociation constituent un véritable «fait social total».

Tout ce qui est au cœur du régime d'accumulation depuis la fin des années 1970 n'est plus structurellement un régime d'accumulation auto-entretenu de survaleur réelle. Pour se survivre, à partir de la fin des années 1980 et sous les auspices du néolibéralisme, le capitalisme de crise n'a pu faire autrement que de se restructurer en un nouveau régime d'accumulation reposant sur la multiplication exponentielle du capital fictif, c'est-à-dire

⁹ Sur ce dernier aspect, en français, voir Anselm Jappe, *La société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction*, Paris, La Découverte, 2017.

sur l'anticipation de la survaleur produite dans le futur. Au cœur de ce régime d'accumulation se trouve ainsi l'inversion de la relation entre capital en fonction et capital fictif. Ainsi, dans son rôle désormais structurel de transfert dans le présent de la richesse capitaliste future, la multiplication du capital fictif via l'industrie financière est devenue non plus l'élément de démarrage d'un cycle d'accumulation réel (comme cela était le cas avec l'endettement public keynésien pour « l'allumage » du boom fordiste après-guerre ou pour les tentatives de modernisation de rattrapage), mais le moteur principal de la marche globale du capitalisme, restructuré en un néo-régime d'accumulation *sans substance réelle*. Cette production de survaleur future déjà « consommée » ne sera finalement jamais produite du fait de la contradiction interne et des niveaux de productivité très élevés. Cependant, et c'est là que le bât blesse, la multiplication du capital fictif ne devient pas davantage une puissance indépendante, il n'y a pas d'« échappement du capital » comme pouvait le penser Jacques Camatte au début de cette restructuration dans les années 1970. Elle s'est certes autonomisée de la production de valeur actuelle dans des proportions inégalées dans toute l'histoire du capitalisme, mais pour autant, les produits des marchés financiers restent des marchandises dérivées qui présupposent que l'on trouve suffisamment de porteurs d'espoir, dans l'économie réelle d'exploitation du travail vivant, auxquels puissent s'attacher les attentes de rendement.

Depuis les années 1980, l'histoire économique de l'ère néolibérale peut être comprise comme une succession de bulles spéculatives et de vagues de dettes qui ont gagné en ampleur et en élan. Ce sont dès lors ces bulles, les circuits déficitaires et l'endettement généralisé qui portent structurellement un simulacre de conjoncture économique en croissance relative, mais aussi la forme spatiale de cette économie-là, la mondialisation¹⁰. Le système ne surmonte plus l'éclatement en chaîne des bulles spéculatives suc-

10 La mondialisation a été un processus d'élargissement des sphères de production et de circulation contenues auparavant dans la forme-pondoir de la nation, à de vastes blocs géographiques de libre-échange plus ou moins intégrés (UE, ALENA, MERCOSUR, ASEAN, etc.), à des formes de partenariat bilatéraux privilégiés de nation à nation, et plus encore sous la forme de l'espace très interpénétré des économies avancées et de leurs périphéries émergentes.

cessives et des risques d'endettement qu'en passant d'une bulle immense dans une autre plus terrifiante encore, au sein d'une tendance à l'endettement généralisé qui augmente inlassablement.

Plus de dix ans après la crise de 2008, la croissance mondiale repose ainsi toujours sur l'endettement exponentiel. Depuis 2008, le monde a dû ainsi émettre 15 000 milliards de dollars de dette à taux d'intérêt négatif, soit un déficit budgétaire d'une ampleur sans précédent en temps de paix. Ces politiques monétaires hors normes et les relances budgétaires pharaoniques (en Chine comme ailleurs) qui maintiennent sous perfusion ce qui reste de « croissance mondiale », ont finalement échoué à relancer un régime d'accumulation auto-entretenu de survaleur par exploitation de la force de travail. Le grand retour du soutien des banques centrales, après leur tentative malheureuse de retrait en 2018, procure toujours aux marchés boursiers le carburant nécessaire à la multiplication exponentielle du capital fictif. La normalisation de l'exceptionnel est partout à l'œuvre, et pourtant la croissance mondiale ne décolle pas plus. Avec une hausse de l'endettement mondial désormais situé à 322% du PIB mondial au troisième trimestre 2019 (soit 253 000 milliards de dollars¹¹), en particulier aux États-Unis, en Chine et dans les pays émergents, le spectre du krach financier mondial de 2007-2008 hante toutes les têtes. Le FMI prévoit déjà que cet endettement sera porté à plus de 342% du PIB mondial en 2020, en raison de la crise du coronavirus. Comme le révèle récemment une étude, désormais la dette du secteur privé n'est plus axée comme pour la crise de 2008 sur les prêts immobiliers et hypothécaires, mais sur les prêts aux entreprises. Un récent rapport de l'OCDE indique encore qu'à la fin du mois de décembre 2019, l'encours mondial des dettes des sociétés non financières a atteint un niveau record de 13 500 milliards de dollars, soit le double en termes réels du niveau de décembre 2008¹². La hausse la plus frappante se situe une nouvelle fois aux États-Unis, où la Fed (la

11 Voir la note de l'OCDE du 18 février 2020 : <<https://www.oecd.org/fr/presse/la-dette-obligataire-des-entreprises-continue-de-s-accumuler.htm>> et John Plender, « The seeds of the next debt crisis », *Financial Times*, 4 mars 2020.

12 *Ibid.*

banque centrale américaine) estime que la dette des entreprises est passée de 3 300 milliards de dollars avant la crise financière à 6 500 milliards de dollars l'année dernière.

Aux États-Unis, le cycle de croissance survitaminée qui a commencé de manière précoce en 2009, a été invariablement porté en 2019 par la consommation à crédit des ménages (dont l'optimisme a été alimenté par la baisse régulière du chômage) et l'investissement soutenus par la politique monétaire accommodante qui a approvisionné sans discontinuer le système financier mondial (ce qui, associé à la politique de taux d'intérêt quasi nuls pratiquée depuis longtemps, s'est traduit par la plus importante émission d'argent en cinq siècles d'histoire du système capitaliste¹³), et par l'accroissement vertigineux de la dette de l'État. La réforme fiscale votée sous Trump en décembre 2017 dont le pivot est la baisse de l'impôt sur les entreprises (passant de 35% à 21%), va entraîner une baisse des recettes fiscales de 1 500 milliards de dollars sur dix ans. Cette réforme s'accompagne pour les firmes américaines d'une incitation à rapatrier leurs énormes liquidités (entre 2 500 et 3 000 milliards de dollars) en leur permettant de bénéficier d'une fiscalité allégée¹⁴. L'industrie financière, par les sommets atteints par les cours boursiers avant le coronavirus est toujours le moteur (ils représentaient au premier semestre 2018, 32 fois les bénéfices des entreprises, un niveau atteint seulement au moment de la bulle spéculative des valeurs de l'Internet au tournant des années 2000). La réforme fiscale américaine ne fait ainsi qu'injecter encore plus d'air dans une bulle spéculative déjà considérablement gonflée, dont l'accumulation réelle de survaleur par exploitation du travail vivant n'est plus le socle mais l'appendice. En 2019, la part de la croissance qui s'appuyait depuis des années sur le surendettement à la faveur de taux d'intérêt dérisoires touche à sa fin. Le ralentissement américain a véritablement débuté en 2020. La banque centrale américaine injecte de nouveau chaque mois les liquidités dont son système bancaire a grand besoin.

13 La Fed, c'est-à-dire la banque centrale des États-Unis, a racheté entre 2009 et octobre 2014 pour 3 500 milliards de dollars de « valeurs » financières, opération qui a effectivement permis de stabiliser à court terme le système.

14 Ces rapatriements compensent en partie les pertes de recettes fiscales de l'État américain.

La zone euro touchée par le « double choc » de la crise économique et financière et de la crise des dettes souveraines, est marquée par un léger rebond à partir de 2015 et une décélération nette à partir de 2018 pour atteindre 1,2% de croissance du PIB en 2019¹⁵. La croissance italienne n'atteint que 0,1% par trimestre depuis début 2018, et la crise du coronavirus donnera le coup de grâce en 2020. Paolo Gentiloni, le nouveau commissaire européen à l'économie, parlait, avant même la crise du coronavirus, du défi d'« une croissance qui pourrait être durablement faible » et le scénario des *stress test* des banques s'établissent désormais sur une récession de 2,7% du PIB. Ce sont désormais non seulement les pays du Sud de l'Europe qui ont du plomb dans l'aile, mais l'ensemble du « circuit déficitaire européen » qui est en panne¹⁶. L'économie allemande, l'un de ses principaux moteurs, est au point mort depuis 2019 comme l'ensemble de sa région périphérique de sous-traitance en Europe de l'Est, mis à terre par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et les sérieuses difficultés du marché automobile – crise du diesel, transition vers l'électrique, etc. La Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi sa politique monétaire ultra-accommodante. Mario Draghi, qui a quitté son poste de président de la BCE fin octobre 2019, a relancé juste avant son départ le programme d'achat d'actifs (« quantitative easing ») et a baissé le taux de dépôts à -0,5% (il sera baissé à -0,6% suite à l'épisode du coronavirus).

Dans les périphéries le scénario est identique. Dans une étude publiée en décembre 2019 et intitulée « Les vagues mondiales de la dette, ses causes et ses conséquences », la Banque mondiale alerte sur le risque lié à l'endettement massif des pays pauvres et émergents (Chine comprise) durant la décennie 2010 qui n'est plus un phénomène régional mais synchrone au ni-

15 La croissance de la zone euro était de 1,4% en 2014, 2,1% en 2015, 1,9% en 2016, 2,5% en 2017, 1,9% en 2018.

16 Certaines régions (avant tout celles du sud de l'Europe) sont devenues des lieux de placements attractifs pour du capital-argent, créant ainsi en contrepartie pour d'autres régions (avant tout pour l'Allemagne et une partie de ses voisins) la possibilité d'y exporter massivement des marchandises matérielles. La crise de 2008 a mis fin à cette constellation qui profitait aux deux côtés et a créé une nouvelle situation. Voir Robert Kurz, *Vies et mort du capitalisme. Chroniques de la crise*, Paris, Lignes, 2011.

veau mondial¹⁷. La dette des pays pauvres et émergents a culminé à 168% de leur PIB fin 2018, un «record historique», contre 114%, huit ans plus tôt. Même si cette hausse est due en grande partie à la Chine, elle concerne aussi les autres pays en développement. Leur endettement, qui s'est toutefois stabilisé au cours des deux dernières années, a atteint le niveau record de 107% de leur PIB, fin 2018¹⁸. La gigantesque émission monétaire de la banque centrale américaine post-2008, qui avait pour but de surmonter les conséquences de l'éclatement de la bulle immobilière, a favorisé la formation de nouvelles bulles d'endettement dans les pays émergents : au vu des taux d'intérêt négatifs dans les centres du système mondial, le capital a en effet afflué vers la semi-périphérie à la recherche de plus hauts rendements. La croissance relative de cette semi-périphérie loin de devenir la « locomotive de l'économie mondiale » comme beaucoup de commentateurs l'ont cru, est complètement perfusée par cet accroissement massif de l'endettement. Seulement, une fois le *quantitative easing* interrompu par la Fed, les bulles dans les pays émergents ont rapidement manqué d'air à mesure que les flux financiers mondiaux se rabattaient à nouveau sur les centres et que la forte hausse du dollar alourdissait de plus en plus le service des dettes contractées en dollars. L'Afrique subsaharienne est en panne d'accumulation et le prix du pétrole dicte toujours son comportement à la croissance malgré le développement de l'endettement extérieur.

Dans ce contexte, après l'époque néo-libérale, la nouvelle configuration géo-économique du capitalisme est celle du *retour de la frontière*. Partout on observe le retour en force à la nation, aux régionalismes, au protectionnisme, à la réaffirmation des idéologies de crise excluantes (le racisme, l'antisémitisme, etc.), à la constitution de territoires-forteresses marqués par un impérialisme d'exclusion et l'hypostase des identités culturelles et religieuses (y compris dans la gauche postmoderne en cours

17 *Le Monde*, 20 décembre 2019.

18 Les pays pauvres et émergents se détournent des grandes banques internationales, affaiblies par la crise de 2008, pour emprunter auprès des banques régionales et des marchés de capitaux. Les banques chinoises ont été à l'origine des deux tiers des prêts entre pays émergents entre 2013 et 2017, et ont contribué, en quasi-totalité, au doublement des prêts contractés par les économies d'Afrique subsaharienne sur la même période.

de décomposition). Les relations interétatiques elles-mêmes sont marquées par la panne des institutions multilatérales comme l'UE, l'OMC, les sommets climatiques, le retrait des États-Unis de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), la menace finalement abandonnée d'un retrait des États-Unis de la zone ALENA, etc. Tous les États-nations capitalistes sont désormais à couteaux tirés devant les dernières miettes du gâteau. Dans le chaos de la crise au sein des périphéries, l'impérialisme d'exclusion a perdu tout contrôle dans sa sécurisation du Moyen-Orient comme de l'Afrique sahélienne, où plusieurs États sont désormais faillis, c'est-à-dire où les conditions de possibilité générales de tout régime d'accumulation se sont volatilisées. Et la superpuissance américaine menacée par la fin de son hégémonie, ne veut plus jouer le rôle d'*impérialiste collectif idéal* d'un monde désormais multipolaire et parsemé de territoires dévastés. Sous Donald Trump, les États-Unis comme les autres États, veulent la fin du «multilatéralisme» et de l'intégration mondiale pour lui substituer la loi du plus fort par la lutte perpétuelle entre les États-nations.

Estimant que les États-Unis étaient perdants en matière d'échanges commerciaux¹⁹, à la suite de ses promesses de campagne de 2016, le président américain a lancé une série de mesures pour taxer les importations dans son pays et a cherché à contourner les institutions multilatérales capitalistes qui «régulent» la mondialisation en faveur du centre. Cette guerre commerciale s'est ouverte depuis le 18 mars 2018 avec la Chine puis l'Europe, la Russie, le Mexique et le Canada. Malgré les listes de «familles de produits» et les «répliques commerciales», cette guerre commerciale reste de l'ordre de broutilles pour ce qui concerne la relation avec l'Europe si l'on regarde les volumes des échanges commerciaux (les échanges transatlantiques s'élèvent à 1 300 milliards de dollars par année). Le 10 décembre 2019, le traité de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada baptisé «USMCA» («ACEUM» en français) a déjà mis fin à la guerre commerciale entre ces trois pays. Par contre, la guerre commerciale entre les États-Unis

¹⁹ Notamment avec la Chine, Trump évoque le déficit commercial des échanges de biens avec Pékin (375,2 milliards en 2017), et le vol de propriété intellectuelle de nombreuses entreprises américaines (qu'il chiffre à 300 milliards).

et la Chine est beaucoup plus soutenue et se poursuit encore²⁰. Ce retour des guerres commerciales inter-étatiques illustre une dimension du virage néo-nationaliste généralisé de plusieurs États capitalistes depuis la crise mondiale de 2008 et le ralentissement synchrone de la croissance mondiale.

La nouvelle conflictualité à l'ère du capitalisme de crise

Cette situation de chaos, bien sûr, a également provoqué des résistances. La liste des pays où ont eu lieu depuis 2019 des contestations massives dans la rue contre les pouvoirs établis est assez impressionnante : Chili, Colombie et Équateur, Algérie et Soudan, France, Liban, Irak, Iran, Hong-Kong, pour ne mentionner que les cas les plus explicites. La « quatrième vague du féminisme » venue d'Amérique latine, dont on peut situer l'origine en 2011 à la suite de l'assassinat de la poétesse mexicaine Susana Chávez auteur de l'expression *ni una mujer menos, ni una muerta más* (« pas une femme de moins, pas une morte de plus »), a également cristallisé des manifestations importantes en Argentine, au Chili, au Mexique, en Espagne, sans parler de l'Inde. Dans certains pays du centre du capitalisme, la vague « Me too » a déferlé massivement. L'émergence du féminisme comme mouvement central parmi les mouvements sociaux modernes en

20 Le 20 juillet 2018, Trump avait menacé de surtaxer la quasi-totalité des importations chinoises soit 500 milliards de dollars (les importations de produits chinois vers les États-Unis s'élèvent à 505,6 milliards de dollars en 2017). Cependant en septembre 2018, 50 milliards d'importations chinoises sont taxées à 25% et 200 autres milliards d'importations sont taxées à 10% jusqu'au 1er janvier 2019, puis à 25% à partir de mai 2019. Le 1er septembre 2019, 125 milliards de dollars d'importations chinoises supplémentaires se voient appliquer un tarif douanier à 15%. Le 13 décembre 2019, les deux pays trouvent un accord préliminaire et Trump suspend une nouvelle salve de tarifs douaniers sur quelque 160 milliards de dollars de biens chinois, qui devait entrer en vigueur le 15 décembre. Toutefois, 370 milliards de dollars d'importations chinoises restent toujours surtaxées (à 25% sur environ 250 milliards de dollars, et à 15% sur environ 120 milliards de dollars). Les États-Unis promettent d'abaisser les taxes de 15% à 7,5% sur 120 milliards de dollars de produits. Le 15 janvier 2020 a été signé l'accord commercial de « phase 1 ». Selon le Fonds monétaire international, ces tensions et leurs effets secondaires devraient faire s'évaporer du PIB mondial 700 milliards de dollars, soit l'équivalent de l'économie suisse, d'ici 2020 (avec la crise du coronavirus, le montant total de la facture s'élèverait à 320 milliards de dollars selon une étude de Euler Hermes).

Amérique latine constitue en soi un trait majeur de la nouvelle conflictualité. En France, il faut également penser aux Gilets jaunes en novembre-décembre 2018, un mouvement qui s'est prolongé pendant plusieurs mois, et aux mouvements sociaux contre la «réforme» des retraites durant l'hiver 2019-2020, et dans la fonction publique hospitalière pour obtenir plus de moyens et d'effectifs.

Il serait tentant, mais peu prudent de les additionner et d'y voir une espèce de révolution mondiale en acte, avec des insurrections qui, sous des couleurs locales différentes, iraient toutes dans la même direction. Ce fut la réaction – qui devait se révéler illusoire – de nombreux observateurs en 2011 face à l'apparition conjointe des «printemps arabes», du mouvement «Occupy Wall Street» aux États-Unis et des «Indignados» en Espagne, qui firent des émules en de nombreux pays. Ces diverses formes de critiques, de protestations et de résistances naissent dans des contextes différents et sont en réalité largement fragmentées.

C'est pourquoi certaines parties de la gauche traditionnelle ont récemment essayé de réhabiliter la «classe ouvrière» en tant que catégorie de synthèse, et on a pu parler d'une «nouvelle lutte de classe» (Slavoj Žižek). Mais même si la volonté de surmonter la fragmentation et de créer un nouveau mouvement transnational anticapitaliste-antipatriarcal est pertinente, la catégorie de «classe» n'a pas l'efficace qu'on voudrait lui prêter. La catégorie de classe ouvrière est utilisée comme un «mot plastique» indéfini, quand elle n'est pas mobilisée en raison d'un simple réflexe identitaire-affectif par une large partie du discours de gauche qui a laissé en rase campagne la critique de l'économie politique²¹. Ces différentes formes de critiques, de protestations et de résistances, ne sont qu'artificiellement reliées les unes aux autres. Ce qui les relie n'est pas qu'elles soient – apparemment sans le savoir – toutes le produit de fragments d'un sujet-classe

21 Voir Ernst Lohoff, «La classe, mot plastique», *Jungle World*, 7/2020: < <http://www.palim-psao.fr/2020/04/la-classe-mot-plastique-par-ernst-lohoff-5.html> >; Norbert Trenkle, «Lutte sans classes. Pourquoi le prolétariat ne ressuscite pas dans le procès capitaliste de crise», *Jaggernaut. Crise et critique de la société capitaliste-patriarcale*, n° 1, Albi, Crise & Critique, 2019.

mondial qu'il suffit de réunir. Cela impliquerait un méta-intérêt commun et positif, et une sorte d'unité de classe « en soi » qui n'existe tout simplement pas. De plus, non seulement l'opposition du capital et du travail est loin d'être une contradiction antagoniste qui démolira nécessairement le capitalisme comme le jeune Marx et Engels l'ont décrit dans le *Manifeste* et comme cela a été répété sans cesse depuis, mais il s'agit plutôt d'un conflit d'intérêts immanent dans un cadre social partagé qui est basé sur la production générale de marchandises et dans lequel la richesse sociale prend la forme abstraite de la valeur. Le paradigme de l'antagonisme de classe n'offre pas à lui seul d'explication adéquate pour saisir la multiplicité des développements actuels de la conflictualité généralisée au sein du capitalisme de crise. La mode de l'« intersectionnalité » (Kimberle Crenshaw, etc.), ne fait souvent que perfuser le concept superficiel de « classe » extrait du marxisme traditionnel, en lui agrégeant les concepts de « gender » et « race » tirés des courants culturalistes de la pensée postmoderne²².

Ce qui relie de manière sous-jacente les différentes approches de la critique et de la protestation réside en un point de référence négative : l'essence sociale (négative et à dépasser) de la société présente. Ces formes de résistance sont toutes déclenchées de différentes manières par des lignes de conflit ouvertes et mises en mouvement par les courants de convection sous-jacents appartenant à cette structure sociale fondamentale qu'est la dynamique objective et destructive de la production de richesses abstraites et le rapport asymétrique entre les sexes qui lui est intrinsèquement lié – c'est-à-dire le rapport de valeur-dissociation, et plus encore par la crise globale de cette essence sociale. Ce lien reste toutefois invisible là où il n'existe pas de concept critique de cette forme androcentrique de production de richesses abstraites historiquement spécifique – le concept de valeur-dissociation – autrement dit l'Économie-patriarcat, et la nécessaire théorie de sa crise fondamentale, car les effets de cette dynamique de crise sont très distincts sur le plan empirique dans différents domaines et dimensions de la société globale. En effet, chacun des mouvements de protestation actuels naît d'un

22 Voir Roswitha Scholz, *Le Sexe du capitalisme*, op. cit.

contexte différent et exprime d'innombrables *lignes de conflit* à chaque fois spécifiques de la crise globale du rapport de la valeur-dissociation. La totalité sociale constituée par cette essence n'est toutefois pas unidimensionnelle et ne dévore pas tout sous son impérieux principe, et elle laisse place à des réalités sociales qu'il faut comprendre de manière spécifique.

Pour autant, il ne s'agit pas de disqualifier dans l'absolu les luttes immanentes qui ont permis la diminution du temps de travail, les luttes pour la redistribution de la valeur, pour l'accès à des « droits sociaux », et, de façon générale, les luttes qui visaient à améliorer la vie des travailleurs dans le capitalisme. De plus, historiquement, dans certains contextes culturels, à la frontière entre les mondes proto-moderne et moderne, les augmentations de salaire faisaient que les ouvriers décidaient de travailler moins d'heures, ou d'investir leur argent dans des actions collectives, et non dans une consommation augmentée de marchandises. Tant que le capitalisme existe, il faut bien (sur)vivre, et la diminution de la souffrance dans un tel contexte n'est pas une petite avancée. Cela étant, on doit constater que de telles luttes immanentes, redistributionnistes ou intégrationnistes (à travers l'obtention de « droits » et des derniers oripeaux de la forme du sujet moderne), en dépit de leur vertu temporaire, sont impuissantes à dépasser le désastre capitaliste ; elles ne font que s'insérer dans sa dynamique de crise. Elles n'abolissent pas la souffrance de la réification à n'être que les supports interchangeables de l'exécution du rapport-capital ou d'y incarner le côté obscur dissocié et assigné comme « féminin », mais la reconduisent finalement, de façon désespérante.

Dans nombre de ces mouvements sociaux, cette fragmentation est encore dépassée par une autre solidarité sociale illusoire qui est de plus en plus souvent envisagée en fonction de catégories identitaires telles que l'ethnicité, la culture ou la religion (on pense aux études postcoloniales, au courant « décolonial » et aux *identity politics*). Dans le monde entier, la question « Qui sommes-nous ? » devient de plus en plus importante. Cela encourage non seulement les idées et les populistes d'extrême droite, mais conduit aussi à ce que des courants dits progressistes sautent dans le train

de l'identité pour agréger un électorat fragmenté – le populisme de gauche ou la génération identitaire d'un certain «antiracisme politique» qui fait de la culture et de la religion la nouvelle «communauté imaginaire» des ostracisés. Dans ces nouvelles conflictualités, dans les centres comme dans les périphéries du capitalisme, ce n'est plus forcément la Nation qui est au cœur du culturalisme contemporain. Le passage de la communauté imaginaire de la Nation aux communautés imaginaires religieuses – le religionisme – et culturelles dans la production des identités collectives, marque une nouvelle étape dans la crise de la société de la valeur et la crise afférente du sujet moderne²³. À partir des années 2000, une partie de cette gauche culturaliste, sur fond d'épuisement du nationalisme laïque, a finalement accepté la guerre des islamistes contre les Juifs d'Israël, et s'est mise à défendre ces communautés imaginaires religieuses comme avait déjà pu le faire Michel Foucault dans son soutien à la révolution islamiste en Iran en 1979.

Cependant, au-delà de cette fragmentation des causes et des contextes, pour une large partie de ces différents mouvements sociaux, dans le Nord comme dans *les* Suds, des éléments communs sont assez reconnaissables. Le premier trait qui les unit est le rejet des «élites» politiques, des gouvernements locaux, qu'ils soient élus, comme au Chili ou en France, ou ouvertement dictatoriaux, comme au Soudan ou en Iran. Le reproche principal adressé aux élites est leur *corruption* : le pouvoir politique et le pouvoir économique se mêlent pour former un monde clos qui accapare les ressources du pays pour eux-mêmes, en laissant une grande partie de la population dans une pauvreté injustifiable, si l'on considère les richesses du pays; le chômage de masse des jeunes en est souvent l'aspect le plus visible. Bien sûr, cette accusation n'est pas, en tant que telle, particulièrement nouvelle. Ce qui est nouveau est que souvent les différentes factions du pouvoir, apparemment opposées entre elles (confessions religieuses en Irak ou au Liban; droite et gauche politique en France ou en Amérique

23 Sur ce thème, les éditions Crise & Critique publieront au mois de janvier 2021, le recueil du groupe Krisis, *L'Exhumation des dieux. Religionisme islamique et fondamentalisme des «valeurs occidentales» à l'ère du capitalisme de crise.*

latine ; réformateurs et militaires en Algérie, etc.) sont rejetées en bloc et leur antagonisme est désormais considéré comme une fiction qui cache le partage du gâteau entre copains. «Que se vayan todos» est en effet un slogan qui résume beaucoup de revendications.

Cela veut dire que ces protestations ne sont pas lancées par un grand parti ou un syndicat, ou autre association puissante – au contraire, toute organisation déjà existante avant les débuts de la lutte est regardée avec méfiance et paie souvent cher les tentatives d’en tirer profit. Ainsi, la plupart des Gilets jaunes en France ont repoussé sans exception tous les partis, de l’extrême droite à l’extrême gauche en passant par le centre, qui ont essayé au début de participer aux manifestations avec leurs slogans, leurs symboles et leurs représentants²⁴. Les chiites en Irak ont désavoué leurs leaders traditionnels quand ceux-ci ont pactisé avec le gouvernement central. Les manifestants ne se promènent pas avec des portraits de leurs chefs, ni ne fondent de nouvelles organisations. Il y a avant tout un rejet de toute figure de leader, voire de simple porte-parole. Souvent, aucune négociation avec le pouvoir n’est envisagée, et peu de revendications sont mises en avant : on demande d’abord que le pouvoir en place disparaisse, parce qu’on juge qu’il s’est complètement discrédité et qu’il n’est donc pas réformable.

Tout cela a un air plutôt «libertaire» et semble presque constituer, à travers le rejet des représentations, des leaders et des partis, une revanche de l’anarchisme face aux courants léninistes qui ont dominé si longtemps les mouvements de contestation. Certains attribuent un grand rôle dans cette évolution aux nouvelles technologies de communication comme le téléphone portable, Facebook ou Twitter. Ces technologies favoriseraient les structures horizontales, les communications entre tous les participants, les rendez-vous donnés au dernier moment. Il est cependant peu probable que seuls ces outils technologiques puissent expliquer ces humeurs anti-hiérarchiques.

24 Ce qui n’empêche pas certains «porte-paroles» d’être affiliés au Rassemblement National, ou à Ruffin d’être partie prenante.

On affirme souvent que ces révoltes sont toutes dirigées contre le «néo-libéralisme», en tant que domination d'une élite transnationale venue de la finance qui opère un démantèlement particulièrement agressif de ce qui reste des services publics et des droits des travailleurs, lesquels sont soumis à un régime de précarisation toujours accrue. Pourtant, ici se situe aussi le problème. Ce n'est pas toute révolte qui est automatiquement bonne, il faut y regarder de près à chaque fois. Ses formes – sans chef, horizontale – ne sont pas nécessairement liées à des contenus. Il est évident que ces mouvements, dans leur diversité, réagissent à la crise globale du capitalisme. On peut néanmoins se demander *au nom de quoi* ils réagissent à cette crise. Cette crise peut produire des poussées d'émancipation sociale autant que des réactions populistes, conservatrice-identitaires ou religionnistes, et parfois ces tendances peuvent se mêler et s'entrelacer.

En ce qui concerne cette démarche difficile, mais qui promet une mise en cause des rapports sociaux fondamentaux dans lesquels nous existons, il est beaucoup plus facile de se limiter à personnaliser les responsabilités du désastre global et d'inculper «les élites» pour en faire les seuls responsables. Le slogan d'Occupy Wall Street «Nous sommes les 99%» était plus que contestable ; il crée une opposition entre le «bon» peuple, qui ne participe à la marche du capitalisme que sous contrainte ou parce que manipulé, et une petite couche de «parasites» – localisable surtout dans la sphère financière – qui dévaste le monde pour satisfaire son avidité. Il suffirait de chasser ce «un pour cent» pour que tout aille bien.

Pour peu qu'on ne se laisse pas éblouir par tout ce qui bouge dans la sphère sociale, on ne peut pas fermer les yeux face au glissement possible de ce populisme «de gauche» (qui se trouve revendiqué explicitement par des auteurs comme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, le journal *Le Monde diplomatique* et des mouvements politiques comme Podemos en Espagne ou La France insoumise en France) vers un populisme «de droite» et d'extrême droite (c'est d'ailleurs le calcul d'un Steve Banon, qui fonde ses espoirs sur le fait qu'une partie des sympathisants de Bernie Sanders puissent se reporter sur Trump en novembre 2020). Ce qui unit les différentes formes

de populisme de telle façon qu'on puisse maintenant parler d'un populisme productif transversal (voir *Jaggernaut* n°1), c'est surtout une critique sociale qui se limite à la seule sphère de la finance, des banques et de la spéculation. Le reste de la société capitaliste est souvent épargné de toute critique, voire explicitement sanctifié dans les figures de l'«honnête travailleur» et du «petit épargnant». La campagne récente d'une des coqueluches d'une partie de la «gauche radicale» française, Bernie Sanders aux États-Unis, focalisée sur la dénonciation d'une «économie truquée» par la finance, est caractéristique de cette forme d'altercapitalisme régressif. Une telle vision du capitalisme, même lorsqu'elle se croit sincèrement de «gauche», est un anticapitalisme tronqué qui montre plus d'une coïncidence objective avec les discours historiques de l'extrême droite allemande qui opposait le bon «capital créatif» au mauvais «capital rapace», pour identifier ensuite ce dernier au «capital financier juif».

De nombreux groupes de la gauche radicale ne prennent pas la question du complotisme et de l'antisémitisme au sérieux quand ils ne balayent pas ces derniers d'un revers de main sous prétexte que derrière ces idéologies se trouverait une protestation légitime des dominés qu'il faudrait juste «ré-orienter» dans le bon sens. L'antisémitisme est pourtant un risque inhérent au discours populiste, et constitue toujours une pente de l'anticapitalisme tronqué de la gauche anti-néolibérale ou identitaire-culturaliste comme on l'a vu ces dernières années à de nombreuses reprises (des soutiens à Dieudonné dans les années 2000 à Jean Bricmont et Houria Bouteldja, en passant par les «amis de gauche» d'Étienne Chouard). Et même là où ce n'est pas le cas, avec le populisme on est toujours en présence d'un discours qui ne se propose pas de changer le capitalisme dans son essence, mais qui l'identifie d'abord seulement à sa forme la plus extrême, le néo-libéralisme, pour ensuite rêver d'une simple gestion améliorée, sans corruption et avec plus de justice sociale dans sa version de gauche, ou prétendument sans corruption et sans immigrés, dans sa version de droite. Le même refus de la «globalisation» montre ces deux côtés : il peut être refus du capital globalisé, mais aussi refus des migrations et désir de récupérer une (illusoire) «souveraineté nationale». D'ailleurs, cette dernière

revendication unit actuellement une partie de la gauche et l'extrême droite, au moins en Europe.

Gilets jaunes, l'obéissance est morte

Voilà pourquoi il faut considérer chaque mouvement social dans les détails, plutôt que de lui donner un chèque en blanc. Les Gilets jaunes en France en sont un exemple.

La pensée critique ne peut évidemment s'abstenir d'exprimer de réflexions critiques face à ce qui se présente comme une reprise massive du conflit social en France depuis fin 2018, notamment dans la forme du mouvement des «Gilets jaunes» d'abord et des grèves et manifestations contre la réforme des retraites ensuite (même si certains dans le champ de la «gauche radicale», toujours à la recherche d'un sujet révolutionnaire prêt à traduire leurs théories en réalité, n'ont pas perdu l'occasion d'attaquer la critique de la valeur pour lui attribuer, une fois de plus, une attitude de «tour d'ivoire» qui resterait toujours à distance des luttes «réelles»).

La difficulté pour évaluer ce genre de mouvements du point de vue de l'émancipation sociale est pourtant bien objective ; le fait d'aduler chaque forme de mouvement social et de se retrouver avec les pires populistes constitue clairement aux yeux de la critique de la valeur-dissociation (bien différemment de l'attitude de nombreux gauchistes) une absurdité à éviter absolument, mais sans tomber en contrepartie dans un dédain qui ne trouverait jamais des gens dans la rue aussi parfaits que la théorie le voudrait. Si l'on veut sauver la possibilité de l'émancipation sociale, il faut sans cesse se garder de tomber dans les pièges de l'activisme et du tacticisme en restant, de cette façon, prisonniers de la société que l'on entend transformer. Ce n'est pas le manque de volonté d'agir qui bloque toute transformation sociale conséquente, mais le fait que les pratiques, même lorsqu'elles se veulent transformatrices, ne font que reproduire les rapports sociaux existants et le fait encore que les théories, bâties avec les meilleures intentions critiques, ne font que reproduire la clôture des pratiques sur elles-mêmes.

Ce qui est en jeu ici est le rôle des luttes « immanentes ». Celles-ci ne constituent pas un problème pour les marxistes traditionnels, ni pour les féministes du travail et de l'intégration des femmes minorisées dans la forme-sujet moderne masculine, ni encore pour la plupart des gauchistes selon lesquels on lutte d'abord pour le salaire, le package complet des « droits » du sujet moderne, le « salaire ménager » pour le « travail domestique », etc., pour arriver ensuite, par degrés, à la lutte révolutionnaire. Cette stratégie n'a presque jamais marché, mais la gauche s'y accroche faute de mieux. Ce programme des « petits pas » n'aura été finalement qu'une forme de l'idéologie du progrès.

Une vision plus radicale a toujours dénoncé le fait que la presque-totalité des luttes sociales sous le capitalisme n'étaient pas des luttes anti-capitalistes ni anti-patriarcales, mais visaient seulement une distribution plus juste de catégories comme l'argent, la valeur, le travail, ou les droits du sujet moderne, qui en tant que tels étaient déjà acceptés comme « naturels », et posaient problème. C'était déjà le cas pour une partie du mouvement anarchiste : comment concilier l'opposition au principe même du salariat avec la défense du salaire, le refus de l'État avec la défense de l'hôpital public menacé de privatisation, la critique de l'école avec la protestation contre son démantèlement, la détestation de la police avec la demande qu'elle s'engage davantage contre les féminicides, la critique du travail avec la lutte contre les licenciements d'ouvriers, l'attente d'un effondrement prochain du capitalisme avec la défense d'une retraite lointaine... Ne risque-t-on pas alors de renforcer l'idée que les catégories de base du capitalisme soient le seul horizon possible de la vie ?

Certes, ces contradictions se laissent comprendre : le droit à l'avortement, par exemple, ou l'accès gratuit aux soins, même s'ils s'inscrivent dans l'immanence de la société capitaliste se doivent d'être défendus. Mais précisément, dans un contexte étatico-capitaliste, de tels droits formels seront toujours médiatisés par des catégories politiques et économiques qui les rendent précaires, instables, et qui les modèlent en fonction des exigences de la reproduction-fétiche d'ensemble de la société capita-

liste-patriarcale. Seul le dépassement effectif du patriarcat producteur de marchandises rendrait possible la libre et durable disposition de chacune et chacun de son propre corps, et l'accès à un soin de qualité, défini comme fin en soi. Mais cela suppose l'abolition du droit formel bourgeois, et des catégories de base du capitalisme.

Les Gilets jaunes sont apparus en novembre 2018 de manière absolument inattendue, d'abord pour protester contre une hausse du prix de l'essence. À part les manifestations, les actions les plus notables étaient le blocage des «ronds-points» hors des villes : ce mouvement se caractérisait par son implantation en milieu rural. Il se présentait même comme une protestation de la «France oubliée», des gens modestes dont les pouvoirs ne tiennent jamais compte, sauf pour augmenter leurs impôts. L'histoire des Gilets jaunes et de leurs différentes tendances serait longue à raconter ; bornons-nous ici à mentionner certains des traits qui les distinguent de tous les mouvements antérieurs en France. D'abord le caractère très populaire et «inter-classiste» ; on y trouve une grande diversité de personnes et d'âges : les jeunes sont relativement peu nombreux, tandis que le nombre de gens d'âge moyen, souvent avec un travail et une famille, est élevé, autant que le nombre de retraités. Beaucoup d'entre eux n'avaient jamais manifesté de leur vie, ni milité. Ensuite, on note le refus très net de toute structuration au-delà des assemblées ; ceux qui ont tenté de se positionner en porte-paroles ont été désavoués assez vite ; les représentants des partis qui voulaient exprimer leur solidarité ont été ignorés. Pas de rapports avec le pouvoir : lorsque le Premier ministre a demandé de rencontrer une délégation de Gilets jaunes, presque personne ne s'est présenté, et quand le Président Macron, après le premier mois de manifestations, a annoncé des mesures économiques qu'il jugeait aptes à satisfaire les manifestants, elles ont été accueillies avec indifférence au moins par une partie des participants. Aucune orientation politique claire ne prévaut, et si une sensibilité de gauche semble majoritaire surtout après la décrue du mouvement après Noël 2018, on trouve aussi des gens d'extrême droite, des souverainistes et des conspirationnistes, y compris à gauche et à l'extrême gauche. Curieusement, tout le monde se tolère, et presque personne n'affiche des

symboles d'une organisation dans les cortèges. On a beaucoup parlé de la « violence » des Gilets jaunes (qui de toute manière était bien mineure par rapport à la brutalité continuelle de la police, qui a même choqué de nombreux observateurs bourgeois) ; ce qui est notable est le fait que l'opposition classique entre une minorité violente et « méchante » et une grande majorité pacifique et « bonne » – une opposition dont s'est servi tant de fois dans le passé l'État pour diviser et épouvanter les contestataires, en isolant les « radicaux » et en poussant les autres à rentrer chez eux – ne marche plus. La plupart des Gilets jaunes, tous âges et situations confondus, se sont montrés assez déterminés face à la police et ne désavouent pas ceux qui passent aux actes. Ces gens au début très « normaux » ont perdu peu à peu leur respect de la loi et de l'État, traditionnellement si fort en France. Ouvrir les barrages des péages sur les autoroutes, par exemple, est devenu une pratique importante. La violence de la répression a pourtant participé au reflux du nombre des Gilets jaunes dans la rue.

En décembre 2019, ce qui restait du mouvement s'est mêlé aux manifestations syndicales contre la « réforme » des retraites, malgré une certaine méfiance réciproque. On les distinguait de loin par leur air bien plus actif que les troupes syndicales, mais aussi par les drapeaux français que beaucoup d'entre eux exhibaient. Depuis longtemps, ce ne sont que la droite ou la gauche mélenchonienne qui les arborent – c'est ici l'indice d'une grande confusion idéologique.

Le nombre de participants à leurs actions a beaucoup baissé, sans doute. Mais d'autres groupes sociaux sont entrés dans des oppositions dures et durables : les employés des chemins de fer et du métro de Paris qui ont fait grève pendant un mois et demi ; le personnel de santé qui revendique, lui, depuis plus d'un an ; les professeurs de lycée qui refusent d'appliquer les nouvelles modalités du baccalauréat ; les avocats qui ne participent plus aux procès... Tandis que la protestation contre la réforme des retraites n'a pas réussi à faire fléchir le gouvernement avec ses grèves et manifestations, qui suivent de vieux modèles basés sur une participation de grandes masses, sans réellement y arriver, ce sont maintenant des minorités bien

décidées («radicalisées») qui s'installent dans une attitude d'opposition durable et qui changent facilement d'objet, parce qu'elles expriment un refus généralisé de la marche de cette société. L'opposition tenace d'une minorité, qui est cependant soutenue par une partie considérable de la population, semble le trait qui unit les mouvements à travers le monde. On peut songer à la phrase de Guy Debord : «Voilà comment s'est embrasée, peu à peu, une nouvelle époque d'incendies, dont aucun de ceux qui vivent en ce moment ne verra la fin : l'obéissance est morte». L'époque où les réformistes ne peuvent plus être entendus, est une époque où le capitalisme n'est plus réformable.

Dans les luttes actuelles en France, on est forcé de constater une identification persistante, et souvent fière, de la grande majorité des gens avec le travail et son monde. Mais tout n'est pas perdu. Sans reprendre la vieille distinction lukácsienne entre «classe en soi» et «classe pour soi» prolétaires, ni spéculer sur les désirs implicites et cachés des populations, il y a cependant un constat à faire : les millions de personnes qui défendent un régime des retraites considéré comme relativement «favorable aux travailleurs» comparé à celui d'autres pays, surtout en ce qui concerne l'âge de la retraite, se montrent dans les faits convaincus qu'il ne faut pas «perdre toute sa vie à la gagner». S'ils acceptent de travailler, et prétendent même aimer leur travail, il faut pourtant qu'il y ait une limite. Le travail n'est pas l'épanouissement, et la véritable vie commence lorsqu'on ne travaille pas. Cette distance vis-à-vis du travail en France est encourageante si on la compare, par exemple, à l'Allemagne, où le recul de l'âge de la retraite à 67 ans est passé sans grandes protestations de la population, de telle sorte que maintenant la Banque centrale et les libéraux, enhardis, demandent de le porter demain à 70 ans. La grande majorité des Allemands, cependant, préférant une identification masochiste avec l'agresseur, courbent l'échine et raillent ceux qui, comme les Français ou les Grecs, peuvent parfois prendre leur retraite à 60 ans. Même l'opinion publique de gauche souvent ne sait y voir qu'une paresse, une désertion du front. Au lieu de demander l'application de ces principes chez eux aussi, ils veulent les mêmes mauvais traitements pour tous. Donc la défense tenace des «régimes spéciaux»

en France témoigne, au moins en perspective, d'une certaine « critique du travail ». La lutte pour des conditions de vie décentes pour le grand âge manque tout autant de perspective si elle est menée du point de vue du travail. C'est un secret de polichinelle que toute personne qui a moins de 30 ans aujourd'hui ne recevra pas une pension à 80 ans qui lui permette de vivre.

De « Que faire ? » à « Quoi faire ? »

Alors que chaque jour, de nouveaux incendies s'allument, de nouvelles régressions s'annoncent, nos joueurs de pipeau professionnels entonnent toujours le même refrain : croissance, croissance, croissance ! « Nous sommes un peuple qui travaille, qui aime le travail et qui trouve sa dignité dans le travail » (Bruno Lemaire, ministre de l'Économie français²⁵). Quant à la position des « forces de gauche » dans cette situation, bientôt vingt ans après la publication par Matthieu Amiech et Julien Mattern, du *Cauchemar de Don Quichotte*²⁶, il faut toujours constater « l'insuffisance et l'impuissance des discours critiques de la majorité de ceux qui se disent hostiles au cours actuel des choses ».

Si aujourd'hui le Parti socialiste, qui s'était ces vingt dernières années, déplacé au centre droit de l'échiquier politique, a été durablement soufflé, les positions de la gauche altercapitaliste et de « l'Économie à visage humain » sont maintenant assumées par la France insoumise, Attac, Sud, une partie du NPA, les Économistes atterrés et des intellectuels comme Frédéric Lordon, Bernard Friot, Thomas Porcher, Razmig Keucheyan ou Thomas Piketty. Le boulevard que laisse derrière lui l'effondrement de la social-démocratie partidairer et la crise du capitalisme, ne permet pas à cette néo-gauche parlementaire ou mouvementiste d'engranger un quelconque bénéfice électoral. Partout la crise du capitalisme est aussi la crise de cet anticapitalisme tronqué. On ne présente plus Frédéric

25 Le 17 avril 2020 à l'Assemblée nationale.

26 Matthieu Amiech et Julien Mattern, *Le cauchemar de don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2004.

Lordon, figure incontournable pour une certaine « gauche radicale » depuis le mouvement Nuit Debout, qui vient de faire paraître récemment un essai remarqué, *Vivre sans ?*, contre une certaine mouvance liée aux ZAD, à la sortie de l'économie et de l'État. Ce numéro de *Jaggernaut* comprend un long essai de Benoît Bohy-Bunel qui répond à l'auteur, au travers d'un vaste panorama critique présentant la quasi intégralité de l'œuvre de Lordon, en pointant notamment les problèmes que posent pour l'émancipation, son spinozisme et sa critique tronquée du capitalisme.

À la gauche de cet espace altercapitaliste, on a vu se consolider cette dernière décennie, la gauche extraparlamentaire. Souvent perçu de l'extérieur comme une mouvance dite « anarcho-autonome », ce contre-espace public s'est constitué autour des pratiques des cortèges de tête, d'une dynamique des courants anarchistes, de l'autonomie des luttes, d'une « génération ingouvernable » liée aux publications du Comité invisible, du discours *wertkritisch*, anti-industriel et communisateur. Des courants aux trajectoires théoriques différentes mais qui, à contrepied du « Changer d'économie ! » de la polarité altercapitaliste (titre d'une publication des Économistes atterrés), convergent en grande partie pour rompre avec la vieille théorie de la révolution et avec la fausse radicalité progressiste. Au moins pour certains d'entre eux, ils se rejoignent même parfois sur la rupture comme « Sortie de l'économie ». La révolution comme « frein d'urgence » consiste alors moins à poser la seule question des conditions de travail, que celle de nos conditions d'existence, moins à mettre au centre de nos préoccupations le contrôle de la production par les travailleurs pour autogérer une production de marchandises, que d'inventer et d'arracher dans la conflictualité des façons de vivre différentes liées à la constitution d'une nouvelle forme de synthèse sociale nous libérant de l'emprise de l'Économie, de l'État et du patriarcat. Plutôt que des revendications, il s'agit là de la construction d'un véritable mouvement social de réappropriation directe.

